

Charleroi / Les sans-abri ont levé le camp et entament une lutte contre la pénurie de logements

# Un nouveau combat se prépare

**Q**uarante-cinq nuits ont passé depuis l'installation du bivouac des sans-abri à côté de l'ancien musée du verre. Des nuits souvent pénibles. Dans des conditions météorologiques ingrates les premières semaines. Dans une atmosphère malsaine de violences, les derniers jours. Une situation qui a poussé à lever le camp, le 16 mai. « Notre objectif était atteint, commente Denis Uvier, éducateur au

sein de l'ASBL Solidarités Nouvelles. Grâce à nos statistiques de fréquentation, nous avons pu démontrer que les chiffres avancés par le CPAS sont erronés. À Charleroi, il y a plus de SDF que ce que les autorités prétendent. » Entre le 1<sup>er</sup> et le 30 avril, cinquante personnes différentes, dont trois femmes, ont passé au moins une nuit sous tente. Si ces sans-abri ont campé, c'est qu'ils n'avaient pas trouvé de place

dans les abris de nuit. « Il faut donc ajouter ces chiffres aux statistiques officielles, précise Denis Uvier. Qu'on arrête donc de nous dire qu'il y a assez de places d'hébergement. » L'expérience, malgré son arrêt un peu brutal, a été saluée à la fois par Solidarités Nouvelles, par des travailleurs du Relais social comme par les SDF eux-mêmes. En particulier ceux qui ont eu pour mission de veiller sur le

camp. « On s'est vite rendu compte qu'on avait un rôle à jouer, observe Samuel. On s'est senti responsabilisé. » Pour David Praile, travailleur social à Solidarités Nouvelles, l'action a aussi permis de renouer le contact avec les autorité : « On est passé d'une situation de dialogue impossible à une forme d'unanimité pour admettre le manque de places et d'accompagnement. » Un cons-

tat tiré de la dernière rencontre avec le mayor Jean-Jacques Viseur (CDH) et le président du CPAS Bernard Dallons (PS).

Les SDF et leurs soutiens attendent maintenant le passage aux actes. D'ici là, ils entendent s'attaquer à la problématique plus globale du logement à Charleroi. La réquisition de bâtiments publics n'est par contre pas d'actualité. Pas dans l'immédiat du moins. ■

ISABELLE SAUSSEZ